



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

balance commerciale

Question écrite n° 21037

Texte de la question

M. Thierry Mariani interroge Mme la ministre du commerce extérieur sur l'évolution des échanges commerciaux entre la France et le Japon depuis l'année 2000. Il souhaiterait connaître, pour cette période, l'évolution de ces échanges et les principaux secteurs concernés par les exportations et les importations entre nos deux pays afin d'en apprécier l'évolution.

Texte de la réponse

Depuis 2000, les exportations françaises sont en progression de 4 % par an en moyenne, passant de 5,4 Mds€ en 2000 à 7,4 Mds€ en 2012, avec une contribution notable des produits de la grande consommation, qui représentent 53 % du total des exportations françaises vers le Japon en 2012 (notamment l'agroalimentaire - 16 % du total -, la pharmacie - 15 % - et l'habillement - 13 %), et plus récemment du secteur aéronautique (10 % du total en 2012) : - D'après une étude comparative menée par le service économique régional de l'Ambassade de France au Japon (étude comparative internationale sur les performances commerciales de la France par rapport à ses principaux concurrents), sur la période 2000-2009, l'offre française a mieux résisté au Japon que celle de l'Allemagne ou de l'Italie. La part de la France au Japon est passée de 1,59 % en 2000 à 1,51 % en 2009, soit une perte très réduite de 0,08 point, tandis que les parts de l'Allemagne et de l'Italie connaissent une érosion plus prononcée : - 0,16 point pour l'Allemagne (de 3,41 à 3,25 %) et - 0,23 point pour l'Italie (de 1,34 à 1,11 %). Par ailleurs, l'offre française a mieux résisté au Japon que dans le reste du monde. Le recul des parts de marché françaises dans le monde est de 0,8 point à 3,9 %, soit un recul dix fois plus important qu'au Japon. La spécialisation dans les produits à haute technologie (notamment le secteur de la pharmacie, qui représente 15 % du total des exportations françaises vers le Japon en 2012 contre 3 % en 2000, et celui de l'aéronautique, qui compte pour 10 % du total en 2012 contre 3 % en 2000) a permis à la France de limiter l'érosion de sa part de marché globale au Japon. En complément, la France a bénéficié de sa forte notoriété au Japon sur les produits de l'agroalimentaire et du luxe, ainsi que des investissements français importants au Japon qui ont inscrit dans la durée le développement des exportations françaises (la France est aujourd'hui le troisième investisseur étranger au Japon). - Sur la période plus récente, la progression des exportations françaises vers le Japon s'est accélérée. En 2012, les exportations françaises sont en hausse de 13 % à 7,4 Mds€ par rapport à 2011. Cette progression fait suite à une hausse de 10 % en 2011 à 6,5 Mds€. Le secteur aéronautique a contribué pour plus de la moitié à la performance des exportations. Selon les données douanières, la France a livré au Japon un total de 16 avions en 2012, contre 4 en 2011. Le montant des exportations aéronautiques atteint 700 M€ en 2012, après 200 M€ en 2011 et trois exercices quasi-vierges de 2008 à 2010 (exportations seulement d'équipements). Hors aéronautique, les exportations françaises vers le Japon enregistrent en 2012 une hausse notable de l'ordre de 6 %, tirée par les produits de la grande consommation : l'habillement, cuir et chaussures (+ 20 % et 13 % du total), l'agroalimentaire (+ 15 % et 16 % du total) et l'industrie pharmaceutique (+ 13 % et 15 % du total). Il convient de noter par ailleurs que la croissance japonaise et l'appréciation du yen ont contribué à soutenir les exportations françaises vers le Japon. Le produit intérieur brut japonais a progressé de 1,9 % en 2012, tandis que le yen a continué à s'apprécier par rapport à l'euro, de l'ordre de 8 % en termes nominaux et de

10 % en termes réels. De leur côté, les importations françaises en provenance du Japon sont en diminution depuis 2000 (- 2 % par an en moyenne), suivant une tendance de long terme liée à la diversification des importations françaises en provenance d'Asie défavorable au Japon. Elles sont passées de 12,5 Mds€ en 2000 à 9,1 Mds€ en 2012. - Sur la période plus récente, la baisse a été particulièrement prononcée en 2008 et 2009 en lien avec le choc Lehman (- 24 % en cumulé), suivie d'une reprise mécanique en 2010 et 2011 (hausse cumulée de 22 % mais qui ne permet pas de retrouver le niveau d'avant Lehman). En 2012, les importations françaises sont en diminution de 4 % ; la croissance en France (0 % selon l'Insee) et l'appréciation du yen n'ont en effet pas été favorables aux importations françaises en provenance du Japon. La baisse de la demande en produits à forte valeur ajoutée contribue pour deux tiers au recul des importations. Le secteur du transport (- 6 % et 25 % du total), dont notamment l'automobile, et celui des biens d'équipement ménager ou professionnel (- 3 % et 47 % du total) ont ainsi contribué négativement aux importations. S'agissant du solde commercial de la France avec le Japon, le déficit commercial bilatéral s'est élevé à 1,7 Md€ en 2012, après 3 Mds€ en 2011. Cette réduction a été particulièrement rapide du fait d'importants facteurs conjoncturels en 2012 (différentiel de croissance entre le Japon et la France et appréciation du yen par rapport à l'euro). Sur le long terme, le niveau du déficit est désormais trois fois inférieur à celui de 2004 (5,5 Mds€ ; dernière année où le déficit a augmenté). Au niveau sectoriel, les biens d'équipement sont le principal déficit (- 3,5 Mds€), et l'agroalimentaire le principal excédent (+ 1,1 Md€). A titre indicatif, la réduction de 1,3 Md€ du déficit commercial bilatéral entre la France et le Japon contribue pour un sixième au recul de 8 Mds€ du déficit commercial total de la France en 2012 (qui est passé de 90 à 82 Mds€ selon les douanes françaises). La poursuite en 2013 du recul du déficit commercial bilatéral est incertaine. Le différentiel de croissance entre la France et le Japon, moins important qu'en 2012 selon le fonds monétaire international, continuera à contribuer à une réduction du déficit. Par contre, un taux de change moins favorable, avec la poursuite de la dépréciation du yen par rapport à l'euro constatée depuis le début de l'année 2013, contribuera à une augmentation du déficit.

Données clés

Auteur : [M. Thierry Mariani](#)

Circonscription : Français établis hors de France (11^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 21037

Rubrique : Commerce extérieur

Ministère interrogé : Commerce extérieur

Ministère attributaire : Commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 mars 2013](#), page 2965

Réponse publiée au JO le : [4 juin 2013](#), page 5815